

| |
|-------------------------------|
| DÉPARTEMENT SAÔNE-ET-LOIRE |
| CANTON MACON I |
| COMMUNE CHARNAY-LES-MACON |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N°372/24

Liberté – Egalité – Fraternité

**PERMISSION DE VOIRIE
PORTANT
ARRETE DE CIRCULATION**

Objet : création poteau incendie – 297 rue St-Martin des Vignes – SUEZ

LE MAIRE DE CHARNAY-LÈS-MACON

VU les articles du code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6 et L.2215-4 et L.2215-5

VU les articles du code de la voirie routière, notamment ses articles L.113-2 ; L.115-1 à L.116-8 ; L.141-10 et L.141-11,

VU le code pénal notamment son article R.610-5,

VU le code de la route, notamment ses articles L.411-1 à L.411-7,

VU l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à la signalisation routière,

CONSIDERANT la demande du 16 octobre 2024, de l'entreprise SUEZ, chemin des Luminaires – 71850 Charnay-lès-Mâcon, il importe de réglementer la circulation.

ARRETE

Article 1 : l'entreprise SUEZ, est autorisée à effectuer les travaux de :

- création d'un poteau incendie ;
- 297 rue St-Martin des Vignes ;
- du 5 au 20 novembre 2024.

Article 2 : l'entreprise empiètera sur la chaussée – les véhicules seront invités à réduire leur vitesse.

Article 3 : le droit des riverains et des services de secours sera maintenu.

Article 4 : la signalisation conforme à la réglementation en vigueur sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux.

Article 5 : le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Article 6 : le Directeur général des services de la mairie, le Directeur départemental de la sécurité publique, le Directeur des services techniques, les agents de la police municipale et tous les agents de la Force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Fait à Charnay-lès-Mâcon, le

21 OCT 2024

Le Maire

Christine Robin

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Patrick BLANCHARD

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire de la commune de Charnay-Lès-Mâcon dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois, vaut décision implicite de rejet. Un recours peut être également introduit devant le Tribunal Administratif de Dijon, 22 rue d'Assas, 21000 Dijon ou sur le site www.telerecours.fr, dans le délai maximum de 2 mois à compter de la publication du présent arrêté, ou du rejet du recours gracieux par la commune de Charnay-lès-Mâcon.